

L'avis des experts

Le nouveau destin électoral des classes populaires, un basculement spectaculaire

La Suisse vit une transformation de liens électoraux entre classes sociales et partis politiques. Le PS s'est construit un nouveau bastion dans les classes moyennes salariées, alors que l'UDC est devenue le premier parti chez les ouvriers

Depuis les années 1980, les politologues européens constatent un relâchement graduel du lien entre les classes sociales et les partis politiques. De nombreux observateurs ont ainsi conclu que le vote de classe appartient, dans les démocraties occidentales, au passé. Or, l'évolution électorale en Suisse va à l'encontre de ce diagnostic: depuis une dizaine d'années, les classes et partis se sont réalignés dans de nouvelles – et souvent surprenantes – relations. Sur la base des données du sondage SELECTS, effectué tous les quatre ans lors des élections fédérales, nous pouvons identifier quelques traits saillants du vote de classe en Suisse. A cette fin, nous comparons la base électorale des deux plus grands partis, l'Union démocratique du centre (UDC) et le Parti socialiste (PS).

L'UDC s'est substituée au PS

comme premier parti parmi les travailleurs. Entre 1995 et 2007, l'UDC a doublé son score auprès des ouvriers de production et des travailleurs des services

Nos analyses confirment que le PS a perdu son ancrage dans la classe ouvrière. En 2007, le PS a eu davantage de succès dans chacune des trois catégories des classes moyennes salariées (spécialistes techniques, managers et spécialistes socioculturels) qu'auprès des classes populaires (travailleurs de production et des services, assistants de bureau). Ainsi, il a récolté 24% des voix des spécialistes techniques (comme les ingénieurs ou les informaticiens) et 19% des voix des managers, mais seulement 16% des ouvriers de production et des travailleurs des services (comme les aides-soignants ou les vendeuses).

Ce mauvais score contraste surtout avec le succès que le PS remporte auprès des spécialistes socioculturels, son nouveau bastion électoral: parmi les professionnels de la santé, du social, de l'éducation, des médias et de la culture, le PS a obtenu en 2007 le double de voix (34%) qu'auprès des ouvriers.

La base électorale de l'UDC est l'exact opposé de celle du PS. Là où les socialistes récoltent beaucoup de voix – comme parmi les spécialistes socioculturels et techniques – l'UDC est à la peine avec moins de 16% des votes. En contraste, là où le PS n'obtient qu'un score modeste – comme auprès des petits indépendants avec 15% des voix – l'UDC séduit une très large proportion en récoltant 44% des voix.

Cependant, le changement électoral le plus significatif de ces derniers dix ans a trait aux classes populaires: à la fin des années 1990, l'UDC s'est substituée au PS comme premier parti parmi les travailleurs. Tandis que l'ancien parti agrarien



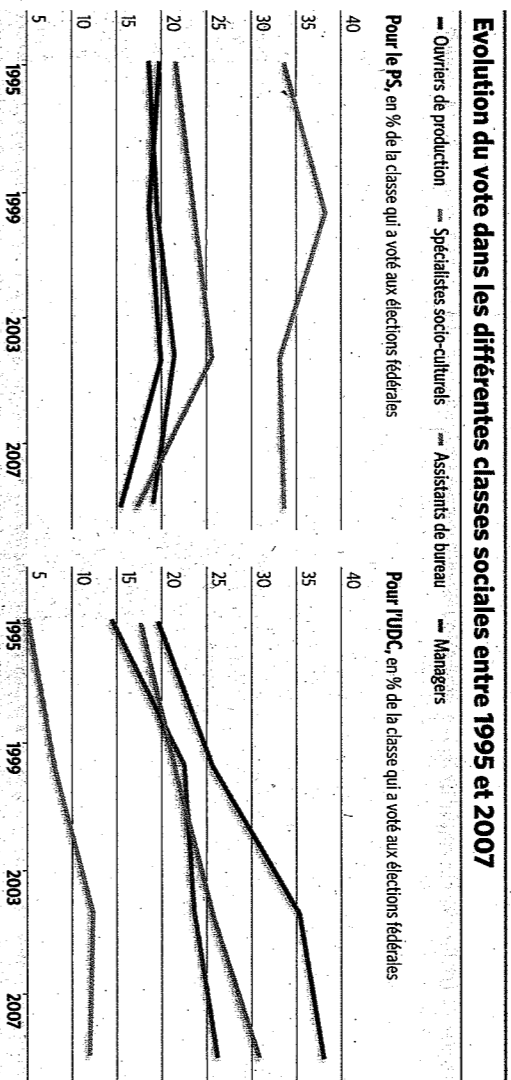
Daniel Oesch

Chargé de cours au Département de science politique à l'Université de Genève



Line Rennwald

Assistante au Département de science politique de l'Université de Genève



stagne dans les nouvelles classes moyennes depuis 2003. Il connaît une progression forte et continue auprès des classes populaires. Entre 1995 et 2007, l'UDC a ainsi doublé son score auprès des ouvriers de production et des travailleurs des services.

C'est ce revirement des classes populaires qui explique le recul du PS et l'avancée de l'UDC lors des votations fédérales en 2007. Contrairement à ce que de nombreux observateurs supposaient, la défaite socialiste ne semble pas due à une chute auprès des classes moyennes salariées: le PS n'y recule que peu par rapport à 2003 et garde son niveau de 1995. Par contre, la popularité socialiste a décliné brusquement entre 2003 et 2007 parmi les assistants de bureau, les travailleurs des services et les ouvriers de production, trois catégories qui représentaient ensemble plus d'un tiers de l'électorat suisse.

Nous assistons donc à un paysage électoral redessiné où le PS s'appuie principalement sur un ancrage solide auprès des nouvelles classes moyennes (surtout les spécialistes socioculturels et techniques), alors que l'UDC est devenu le parti des «petites gens»: ouvriers, travailleurs des services et petits indépendants.

Comment s'explique ce changement? Le sondage SELECTS, en interrogeant les électeurs sur leurs préférences économiques et culturelles ainsi que leur préoccupation prioritaire, nous fournit quelques pistes. Il en ressort que le PS est relativement homogène en ce qui concerne les attitudes économiques de son électorat: l'hypothèse d'une disparité entre nouvelles classes moyennes centristes et classes populaires plus étatistes semble erronée. Par contre, l'électorat socialiste est traversé par une division substantielle au niveau culturel, tiraille entre la position très favorable à l'ouverture inter-

nationale des spécialistes socioculturels et l'orientation plus nationale des ouvriers de production. A l'opposé, l'UDC réussit à unir les différentes composantes sociales de son électorat au niveau des orientations culturelles, tout en affichant davantage d'hétérogénéité au plan économique.

Lors des votations fédérales de 2007, les enjeux culturels étaient plus saillants et les partis divisés sur le plan culturel en ont ainsi davantage souffert. Cette conclusion est suggérée par l'analyse des trois problèmes considérés comme prioritaires par les électeurs suisses: sont citées en premier lieu la migration et la sécurité par 34% des votants, puis l'économie et l'état social par 32% et enfin l'environnement par 15%. C'est surtout dans les classes populaires que la perception du problème politique a fortement affecté le choix de vote. Ainsi, parmi les travailleurs qui mentionnent la migration et la sécurité comme leur préoccupation dominante – ils sont 45% à le faire – plus de la moitié ont donné leur vote à l'UDC. Dans le même groupe, le PS n'a obtenu qu'un score dérisoire de 9%. A l'opposé, parmi les travailleurs qui considèrent l'économie et l'état social comme problème politique prioritaire (ce qui est le cas pour un quart d'entre eux), le PS fait presque autant de voix que l'UDC (27% contre 31%).

Tout indique donc que l'évolution de la préférence partisane des ouvriers depuis la fin des années 1990 se soit faite sur la base de motifs culturels, liés à des questions d'identité et de communauté, et non sur la base de préoccupations économiques.

Cette analyse est tirée d'un chapitre écrit par les deux auteurs qui paraîtra dans un livre édité par Pascal Sciarini et Sarah Nicolet sur les partis de gauche en Suisse.

Ma semaine à Berne

L'aboutissement du référendum des jeunes UDC contre la libre circulation est une victoire contre leur parti



D.S. Miéville

L'aboutissement du référendum – pour autant qu'il se confirme officiellement – lancé contre la reconduction et l'extension de la libre circulation des personnes est, pour ses auteurs, une victoire ambiguë, remportée beaucoup plus contre la direction de l'UDC que contre la très large majorité qui soutient la

On avait senti, à la fin de la semaine dernière, à un moment où l'on parlait plutôt sur l'échec du référendum, s'éveiller comme un léger regret. Chez les jeunes des différents partis, par nature plus enclins à l'affrontement que leurs aînés, mais pas uniquement. Ce qui était affirmé sur le ton de la plaisanterie – «les partisans de la libre circulation auraient dû récolter quelques signatures de leur côté, de façon à obtenir une votation permettant de dégager un clair soutien populaire tout en mettant la droite nationaliste en difficulté» – traduisait l'existence d'une certaine frustration.

Frustration de voir la direction de l'UDC, qui n'avait épargné aucun moyen pour faire

il sera sans aucun doute plus difficile pour la direction du parti d'imposer sa volonté que lors du référendum, s'éveiller comme qu'il s'agissait seulement de empêcher la récolte des signatures. La fronde qui était alors limitée à la jeunesse du parti s'est depuis lors étendue à plusieurs sections cantonales, et tous ceux qui se sont rebellés contre l'oukase de la direction du parti ont pris en tre-temps de l'assurance.

Restera tout juste trois semaines à partir de la rentrée, en tenant compte des habitudes de vote par correspondance. Les événements extérieurs pourraient jouer un rôle important. Qui peut savoir quelles seront les évolutions conjoncturelles de la crise financière, de la conjoncture économique et de l'opinion au début de 2009? On souriait au printemps dernier quand les adversaires de la libre circulation invoquaient, s'ils ne l'appréhendaient pas de leurs vœux, une possible dégradation de la situation économique, propre à entraîner un retournement de l'opinion.

D'un autre côté, la virulence de la crise financière a fait passer

La chronique

Crise des responsabilités



Marie-Hélène Maitre

S'il est vrai que qui pa commandé, le système sera bientôt encadré par sévères garde-fous gouvernementaux, ce que (presque) le monde appelle de ses vœux «qu'on ne revole jamais quelle naïveté!

Les Etats qui versent des milliards aujourd'hui pour renflouer des banques seules par la crise des «subprimés» par prélabement encat impôts sur les fortunes g par cette bourse qui s'effie après avoir flambé. Et les de retraites publiques de mêmes gouvernements, vous qu'ils étaient placés, l'économie de proximité de la vivifier, ou plutôt d mêmes banques qu'il s'ag d'aider aujourd'hui? Est-ce pour cela qu'aucun chef n'a jamais prévenu le citre que tout pouvait s'effondr alors même que c'était p ble?

Mais ces citoyens, au-d ce qui leur est ponctionn deuxième pilier, dont on qu'une bonne partie des alimente la finance internationale, comment croyez-vous qu'ils placent leurs économies achetées au gr de leurs sympathies pour de leurs prises auxquelles ils font confiance, comme au bot temps? Non, évidemment leur argent se retrouve, n celui de tous les autres, d produits aux noms inconnus, aux noms inconnus, au jargon obscur que les riss sont ainsi nettement mo Et Monsieur et Madame? Pour dire vrai, le systè actuel part à la dérive non que le libéralisme faille, parce qu'il est indissociabl d'un sens aigu des responsités de tous ses acteurs, qu que notre société n'a d'un principe que le profit induel maximum et à la coût terme, tous les excès sont mis et donc consommés.

Même s'il y a toujours profiteurs et des malhon on n'a jamais vu qu'une c sation entière soit basée telles dérivés. Au contrairi consensus social fort sur nes valeurs permettrait au à la société tout entière d ce rôle de gardien que l'o prétend aujourd'hui con l'Etat. Sans revenir à l'épo on les entrepreneurs se s on Les entrepreneurs se s

préservent ses salaires ind plus parachutes dorés et se mifriques ne doit-elle pa moins, les rembourser à e employeurs respectifs? Mais même si ceux-là s particulièrement respon c'est tout un système qui cause dès lors que chacu profiter de cours en boum s'envolaient tout en étant é gné lorsqu'elle s'effondr matin encore, dans une é sion de la RSK consacrée crise, des auditeurs évoq sans vergogne l'opportu d'acheter des actions acti